

BILAN DE L'ACTIVITÉ JUDICIAIRE EN 2021

Conférence de presse
Mercredi 6 avril 2022

1. Introduction

2. Bilan COVID-19

M. Eric KALTENRIEDER, président du Tribunal cantonal

3. Bilan de l'activité des tribunaux et des justices de paix

Mme Marie-Pierre BERNEL, juge cantonale, membre de la Cour administrative du Tribunal cantonal

4. Bilan de l'activité des offices judiciaires

M. Christophe MAILLARD, vice-président du Tribunal cantonal

5. Point de situation sur quelques projets

M. Eric KALTENRIEDER, président du Tribunal cantonal
Mme Valérie MIDILI, secrétaire générale de l'ordre judiciaire

6. Conclusion

7. Questions

1

INTRODUCTION

2

BILAN COVID-19

Activité des autorités et offices judiciaires influencée par la crise sanitaire en 2021, mais dans une mesure moindre qu'en 2020

❑ **Mission assurée sans discontinuer pour les 33 offices**

- ✓ Contrairement à 2020, mise en œuvre du plan de continuité non nécessaire et maintien de toutes les prestations
- ✓ Réouverture des guichets des offices à compter du 6 septembre 2021

❑ **Impact de la crise sanitaire sur les autorités et offices judiciaires maîtrisé, grâce à:**

- ✓ Suivi étroit de la situation sanitaire et du cadre légal en vigueur
- ✓ Mise en œuvre de nombreuses mesures organisationnelles et adaptation régulière
- ✓ Important engagement des chef·fe·s d'office, magistrat·e·s et collaborateur·trice·s

Tenue des audiences

Toutes les audiences annulées en 2020 et 2021 refixées

- ✓ Audiences annulées et non refixées en 2020 (200 sur 3'200) tenues en 2021
- ✓ Audiences annulées en 2021 refixées dans les meilleurs délais
- ✓ Renforts en personnel maintenus en 2021
- ✓ Plus de retard en lien avec le COVID-19

Publicité des audiences

- ✓ Huis-clos partiel levé le 12.07.21
- ✓ Système d'inscription à l'attention des journalistes, pour leur garantir un accès prioritaire aux audiences publiques des tribunaux et justices de paix

Tenue des audiences

Adaptation des salles d'audiences

- ✓ Réduction temporaire de la capacité d'accueil et espacement entre les participants
- ✓ Tenue des audiences dans des salles plus grandes que celles de la juridiction du siège (p. ex. Salle d'audience cantonale, à Renens)

Autres mesures de protection

- ✓ Port du masque
- ✓ Installation de parois en plexiglas
- ✓ Désinfection et aération
- ✓ Mesures de traçage

Poursuites et faillites

❑ **Activité générale**

- ✓ Suivi des dossiers assuré tout au long de l'année
- ✓ Prestations rapidement délivrées aux usagers

❑ **Prestations en ligne plébiscitées**

- ✓ Commandes d'extraits du registre des poursuites en ligne : +54%
(72'400 en 2020 / 111'200 en 2021)
- ✓ Commandes d'extraits du registre des faillites en ligne : +21%
(3'900 en 2020 / 4'700 en 2021)
- ✓ Adaptation des modalités de remise de certaines prestations, pour encourager toujours plus l'utilisation des prestations en ligne

Poursuites et faillites

Ventes aux enchères immobilières

- ✓ 20 octobre 2020 : reprise des ventes (plan de protection strict)
- ✓ 76 ventes restant à exécuter au 31.12.20
- ✓ Toutes les ventes réalisées en 2021 > plus de retard à signaler

Ventes aux enchères mobilières

- ✓ Aucune vente organisée en 2020 (plan de protection impossible à assurer)
- ✓ 72 ventes restant à exécuter au 31.12.20
- ✓ Mars 2021 : autorisation de procéder à des enchères mobilières en ligne, pour certains types d'objets
- ✓ 29 juillet 2021 : reprise des ventes en public (plan de protection strict)
- ✓ Toutes les ventes réalisées en 2021 > plus de retard à signaler

Registre du commerce

- ❑ **Prestations assurées durant toute l'année 2021**
 - ✓ Hausse importante du nombre d'affaires introduites (+16%)
 - ✓ Niveau record

Suivi étroit de la situation : impacts possibles au niveau de l'activité des offices dans le futur

- Droit du travail**
- Droit du bail**
- Droit de la famille**
- Assurances sociales (RHT, chômage, etc.)**
- Successions**
- Poursuites**
- Faillites**

3

BILAN DE L'ACTIVITÉ DES TRIBUNAUX ET DES JUSTICES DE PAIX

Constats généraux

❑ **56'011 nouvelles affaires**

- ✓ +4% par rapport à 2020 (53'934 affaires), mais -4% par rapport à 2019 (58'096 affaires)
- ✓ 1^{re} instance : augmentation globale (+4%), avec des tendances différentes selon les matières et les autorités
- ✓ 2^e instance : augmentation globale (+7%), avec des tendances différentes selon les cours

❑ **55'819 dossiers traités**

❑ **Stock global en légère augmentation (+1%)**

❑ **Délais de traitement constants**

- ✓ 79% des dossiers traités en moins de six mois
- ✓ 93% en moins d'une année
- ✓ En 2020 : 80% et 93%

Bilan positif

Maîtrise du nombre
de dossiers et
des délais

Droit pénal

❑ 1^{re} instance

- ✓ Augmentation devant toutes les juridictions pénales de 1^{re} instance...
- ✓ ... exception faite du Tribunal des mineurs (-10%)

❑ 2^e instance

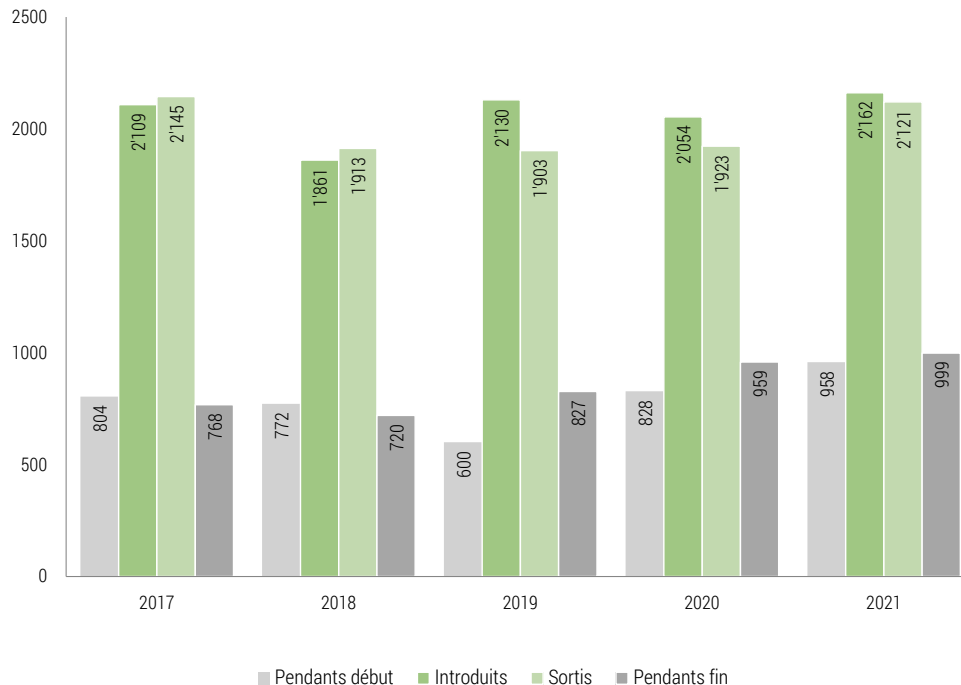
- ✓ Augmentation particulièrement marquée devant les cours pénales du Tribunal cantonal: Cour d'appel pénale : +10%, Chambre des recours pénale : +9%

3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunaux d'arrondissement

Chambres pénales

- ✓ Dossiers entrés : +5%
- ✓ Dossiers traités : -2% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : +4%



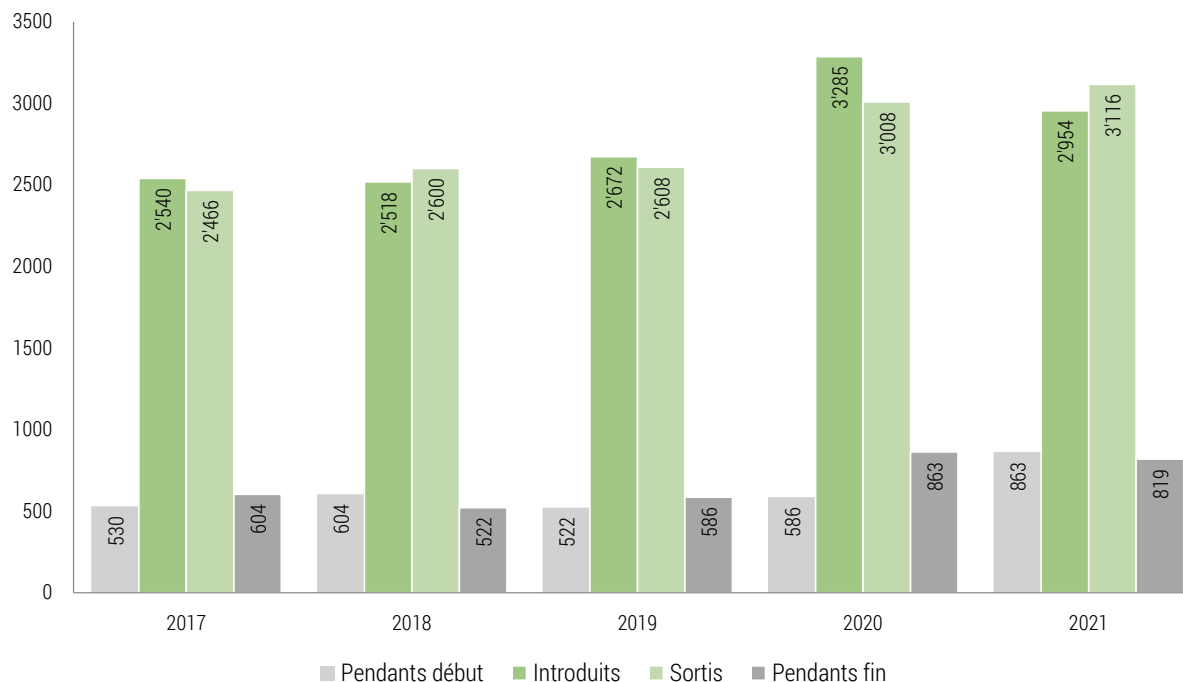
À savoir
L'augmentation
concerne principalement
les affaires de police
(+10%)

3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunal des mineurs

Tribunal des mineurs

- ✓ Dossiers entrés : -10%
- ✓ Dossiers traités : +6% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : -5%



3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunal des mineurs

Activité 2021 et typologie des délits

	Pendants début	Introduits	Sortis	Pendants fin
Affaires ordinaires	758	1'887	1'936	709
Affaires de masse	105	1'067	1'180	110
Total	863	2'954	3'116	819

Typologie des délits	Nombre	Tendance
Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle	380	+33%
Infractions contre le patrimoine	910	+11%
Infractions contre l'honneur et contre le domaine secret ou le domaine privé	253	+52%
Crimes ou délits contre la liberté	388	+21%
Infractions contre l'intégrité sexuelle	145	+24%
Crimes ou délits divers (dont faux dans les titres)	106	-3%
Autres infractions au Code pénal	155	+63%
Loi fédérale sur les stupéfiants	352	-7%
Loi sur la circulation routière	717	+11%
Divers	889	-17%

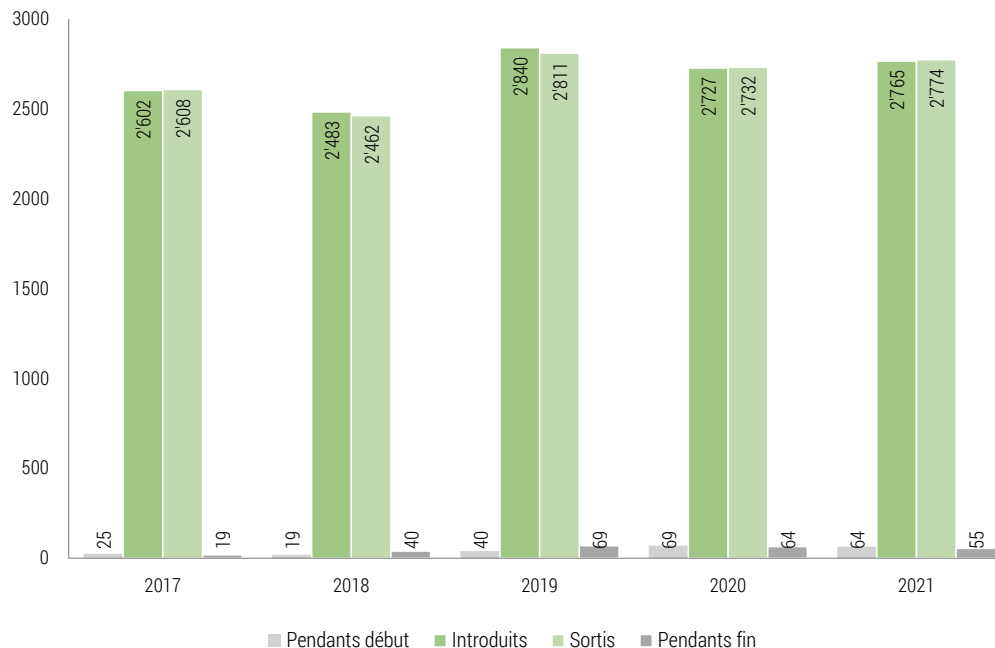
3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunal des mesures de contrainte

Tribunal des mesures de contrainte

☐ Droit pénal

- ✓ Dossiers entrés : +1%
- ✓ Dossiers traités : +0.3% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : -14%



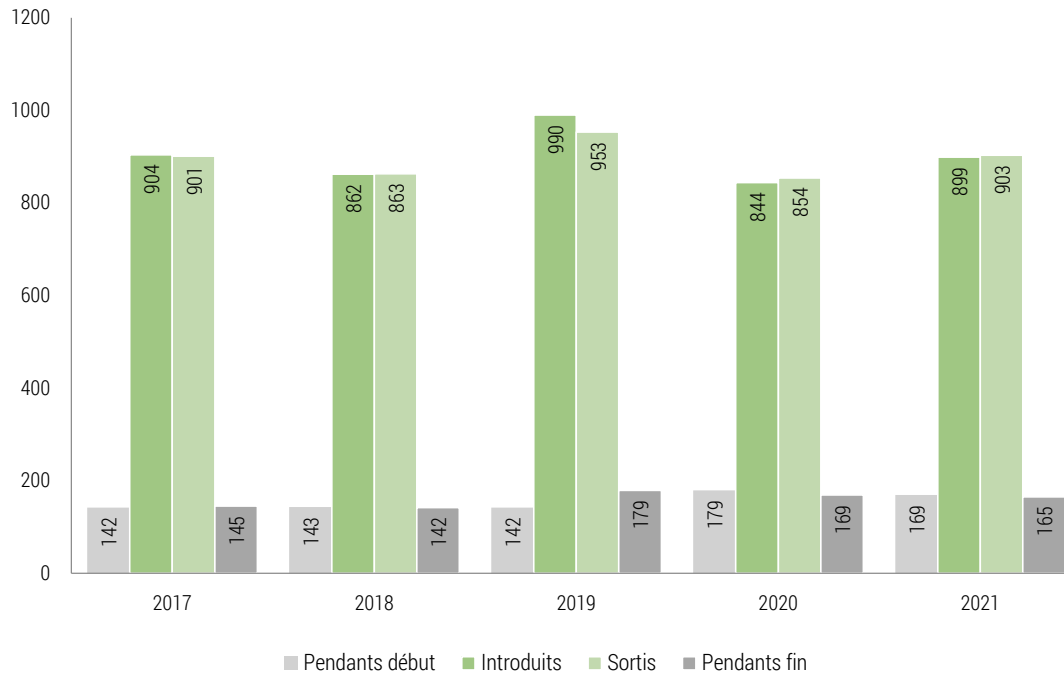
À savoir
 Sur le plan du droit administratif,
 120 examens fondés sur
 le droit des étrangers
 (+9%)

3. Statistiques – Autorités judiciaires

Juge d'application des peines

Juge d'application des peines

- ✓ Dossiers entrés : +7%
- ✓ Dossiers traités : +0.4% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : -2%

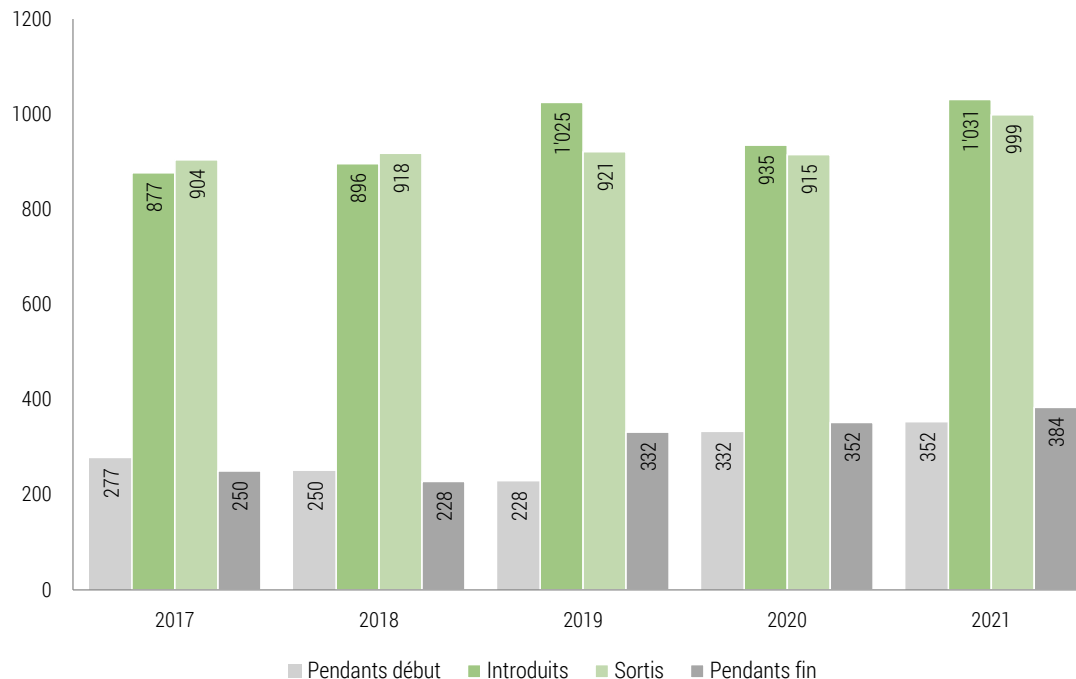


3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunal cantonal – Cours pénales de 2^e instance

Cour d'appel pénale

- ✓ Dossiers entrés : +10%
- ✓ Dossiers traités : -3% par rapport aux dossier entrés
- ✓ Stock : +9%

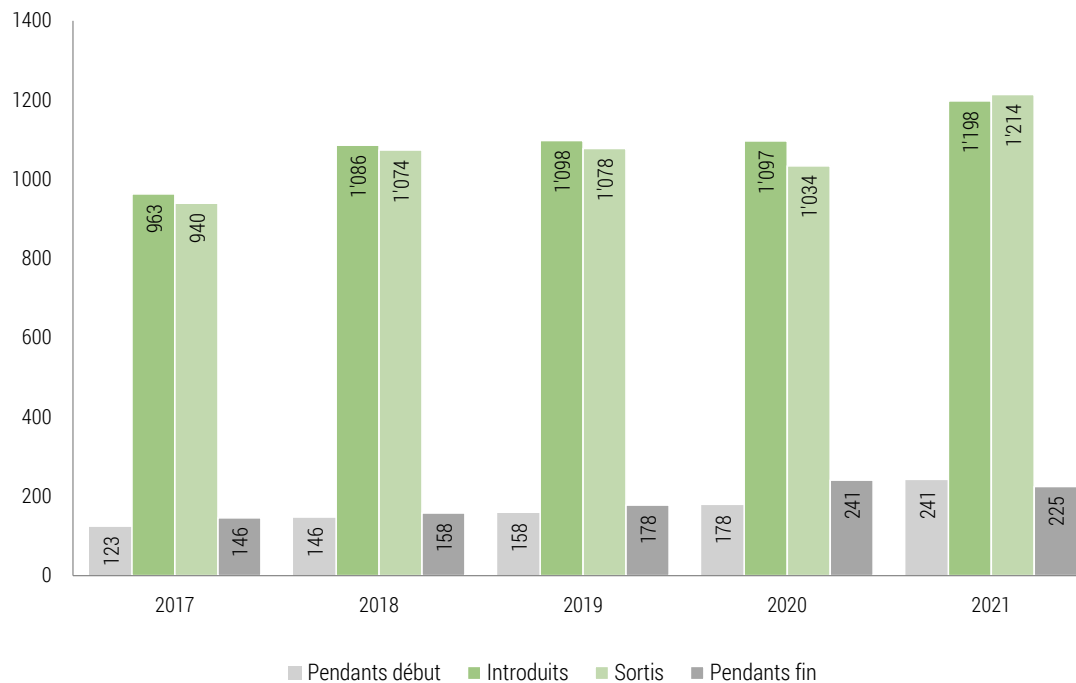


3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunal cantonal – Cours pénales de 2^e instance

Chambre des recours pénale

- ✓ Dossiers entrés : +9%
- ✓ Dossiers traités : +1% par rapport aux dossier entrés
- ✓ Stock : -7%



Droit civil

☐ 1^{re} instance

- ✓ Augmentation : chambres civiles des tribunaux d'arrondissement (chambres familiales: +1%; chambres pécuniaires: +8%; chambres des poursuites et faillites: +2%), Tribunal des baux (+10%), justices de paix (contentieux: +10%; protection de l'adulte et de l'enfant +7%).
- ✓ Stabilité : Chambre patrimoniale cantonale (-1%)
- ✓ Baisse : tribunaux de prud'hommes (-8%), chambres du non contentieux dans les tribunaux d'arrondissement (-16%) et chambres successorales des justices de paix (-3%)

☐ 2^e instance

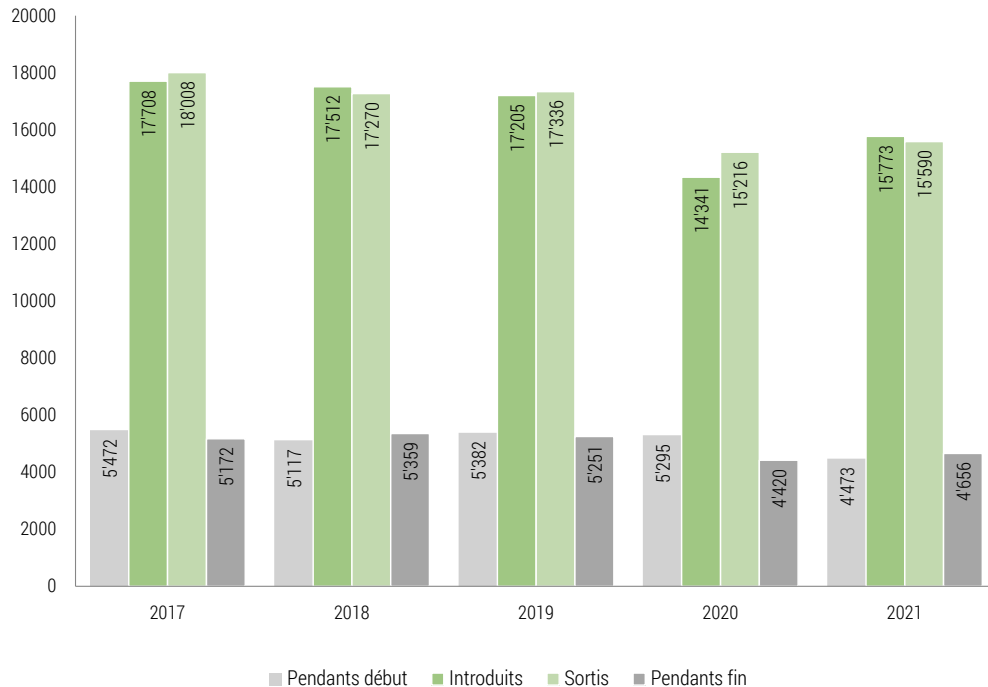
- ✓ Augmentation : Cour d'appel civile (+18%), Chambre des recours civile (+10%)
- ✓ Stabilité : Chambre des curatelles (+1%)
- ✓ Baisse : Cour des poursuites et faillites (-15%), Cour civile (-37%)

3. Statistiques – Autorités judiciaires

Justices de paix

Contentieux

- ✓ Dossiers entrés : +10%
- ✓ Dossiers traités : -1% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : +4%



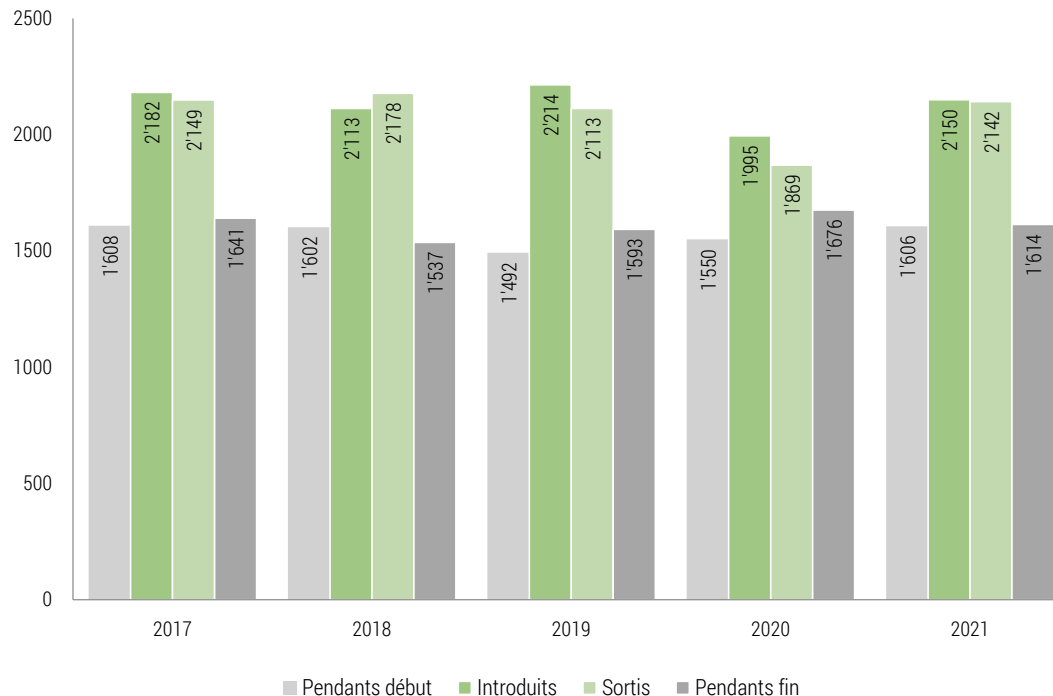
À savoir
Parmi les nouveaux dossiers au fond: +12% en matière de poursuites

3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunaux d'arrondissement

Chambres pécuniaires

- ✓ Dossiers entrés : +8%
- ✓ Dossiers traités : -0.4% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : +1%

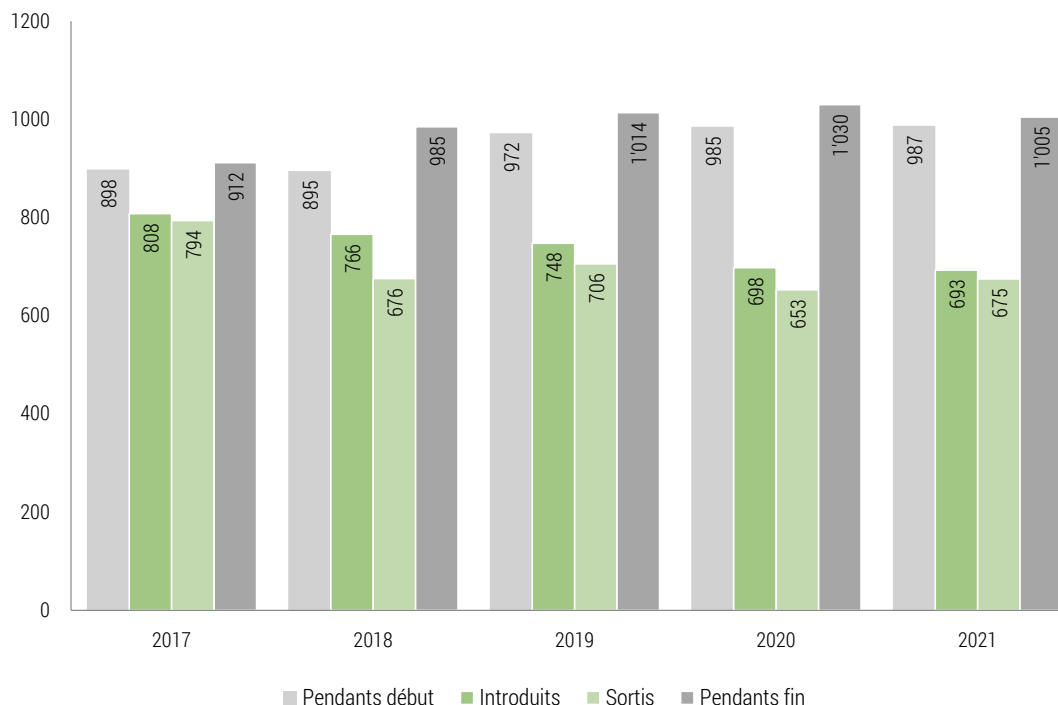


3. Statistiques – Autorités judiciaires

Chambre patrimoniale cantonale

Chambre patrimoniale cantonale

- ✓ Dossiers entrés : -1%
- ✓ Dossiers traités : -3% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : +2%

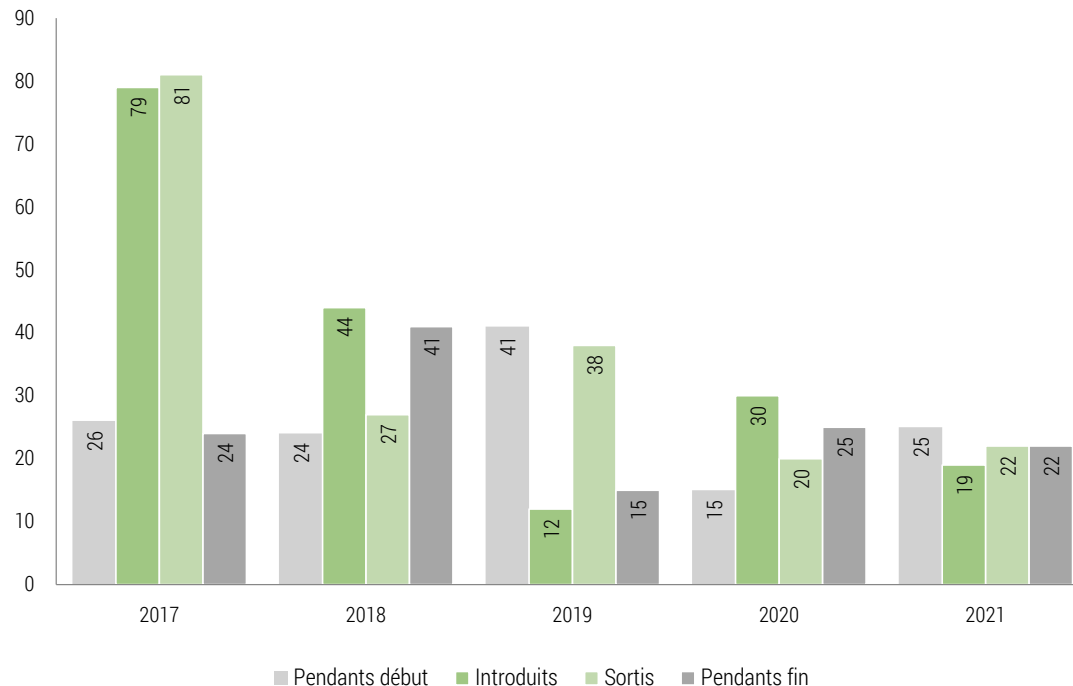


3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunal cantonal – Cours civiles de 1^{re} instance

Cour civile (CPC-CH)

- ✓ Dossiers entrés : 19 (30 en 2020)
- ✓ Dossiers traités : 22
- ✓ Stock : 22

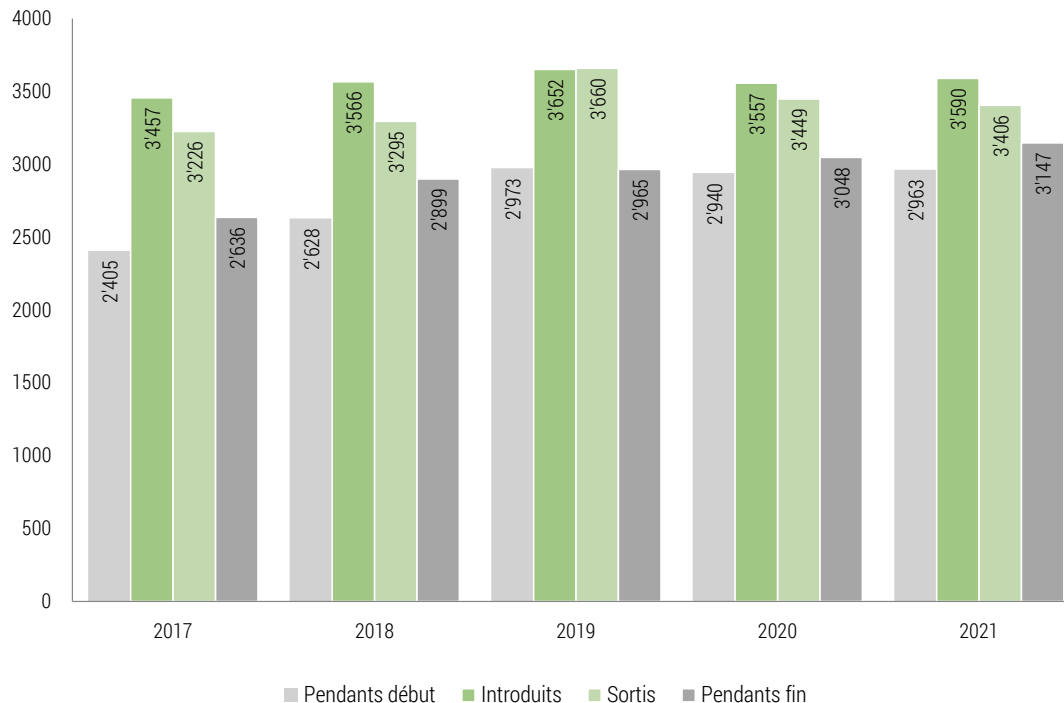


3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunaux d'arrondissement

Chambres familiales

- ✓ Dossiers entrés : +1%
- ✓ Dossiers traités : -5% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : +6%



À savoir
Aucune conséquence
significative de la crise
sanitaire constatée
en 2020 et 2021

3. Statistiques – Autorités judiciaires

Justices de paix

Protection de l'adulte et de l'enfant

❑ Enquêtes

- ✓ Enquêtes ouvertes : +7%
- ✓ Enquêtes closes : +1% par rapport aux enquêtes ouvertes
- ✓ Enquêtes en cours : -2%

❑ Mesures

- ✓ Mesures en cours : 15'395 (+6%)
 - Mesures en faveur de mineur·e·s : 3'202 (+10%)
 - Mesures en faveur de majeur·e·s : 12'193 (+5%)

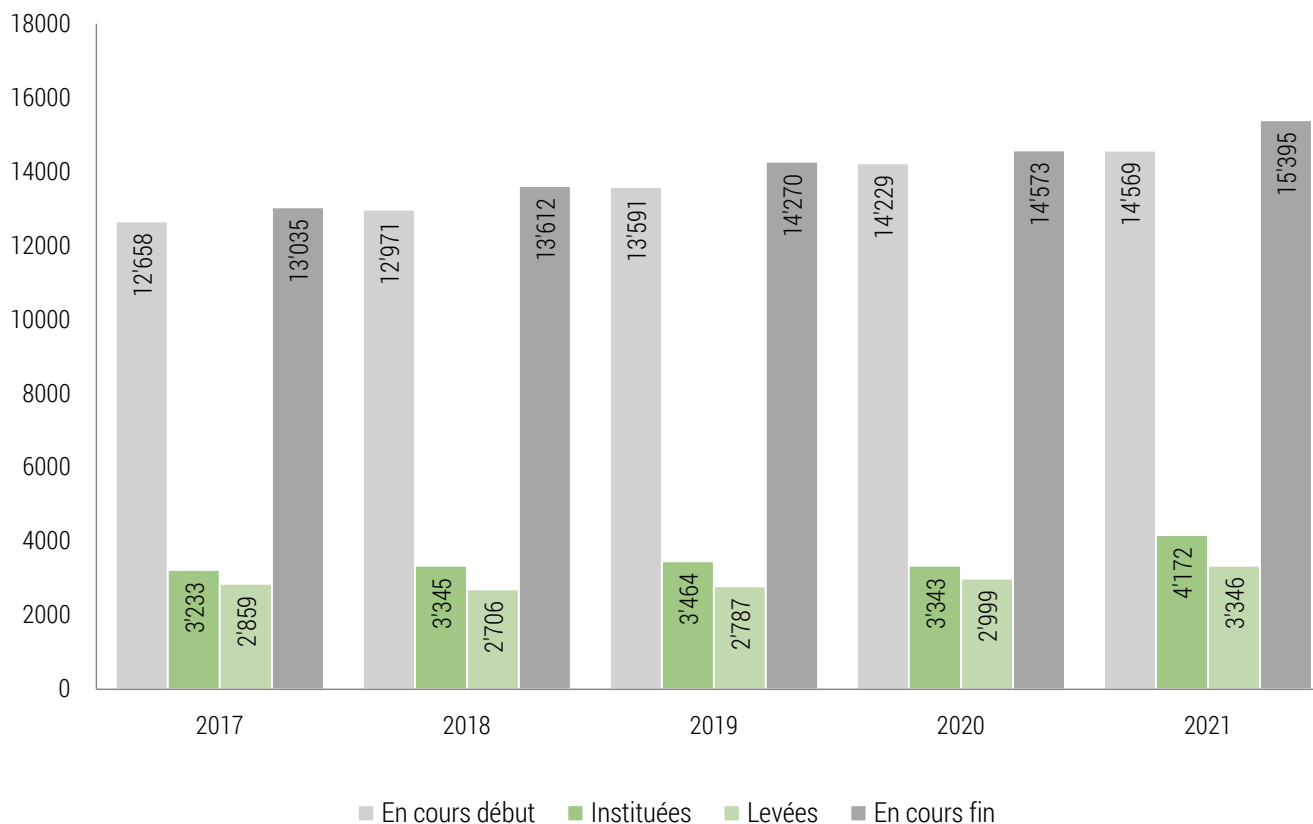
À savoir

La crise sanitaire a impacté et péjoré les situations personnelles, familiales et financières déjà précaires auparavant

3. Statistiques – Autorités judiciaires

Justices de paix

☐ Mesures (1/2)



3. Statistiques – Autorités judiciaires

Justices de paix

☐ Mesures (2/2)

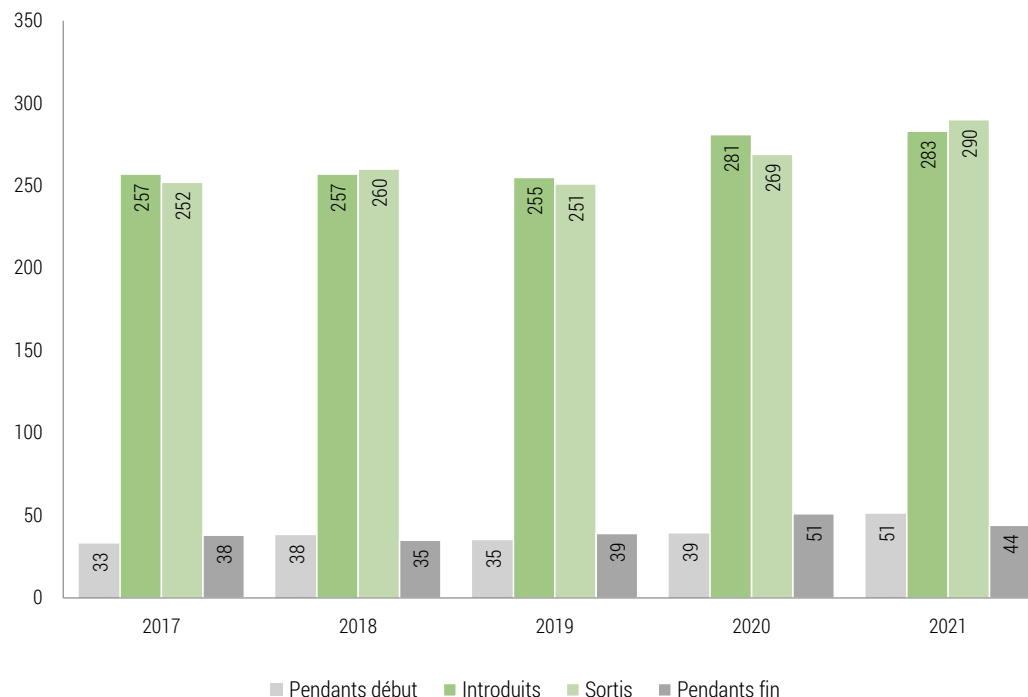
Types de mesures	En cours début	Instituées	Levées	Transférées	En cours fin
Curatelles - majeur·e·s	11'069	2'353	1'817	0	11'605
Tutelles et curatelles - mineur·e·s	1'939	1'085	808	0	2'216
Retraits de l'autorité parentale ou du droit de garde	392	117	108	0	401
Mesures protectrices - mineur·e·s	582	227	229	0	580
Placements à des fins d'assistance (PLAFA)	587	390	385	-1	593
Total	14'569	4'172	3'347	-1	15'395

3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunal cantonal – Cours civiles de 2^e instance

Chambre des curatelles

- ✓ Dossiers entrés : +1%
- ✓ Dossiers traités : +3% par rapport aux dossier entrés
- ✓ Stock : -14%

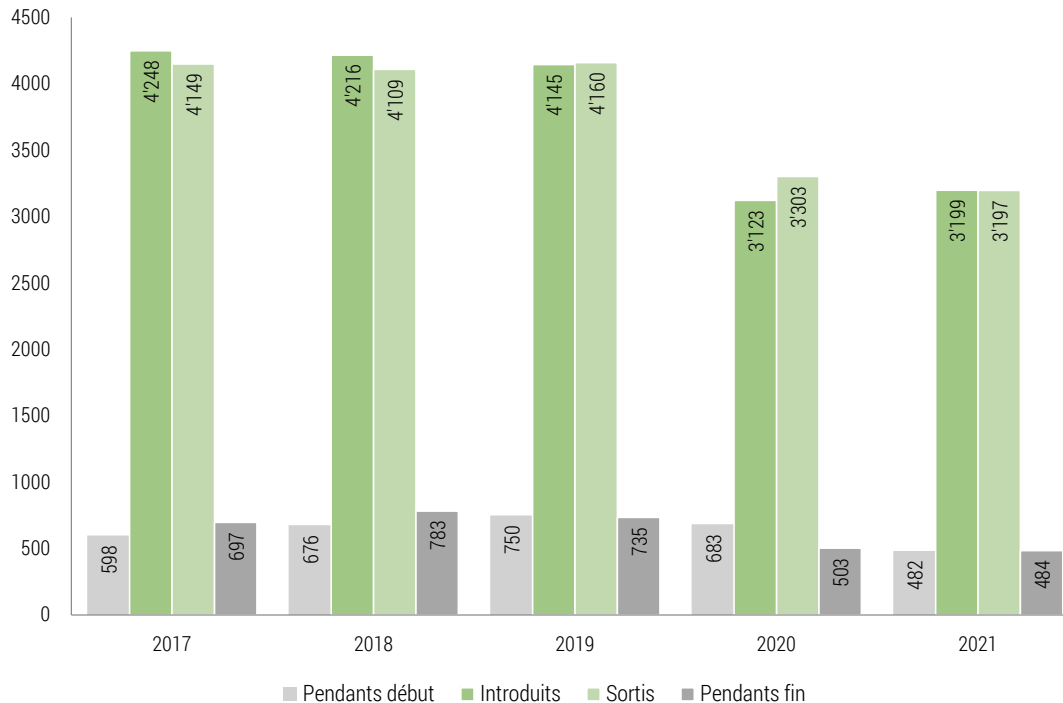


3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunaux d'arrondissement

Chambres des poursuites et faillites

- ✓ Dossiers entrés : +2%
- ✓ Dossiers traités : -0.1% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : +0.4%



À savoir

Par rapport à 2019, le volume de dossiers entrés est en baisse de 23%.

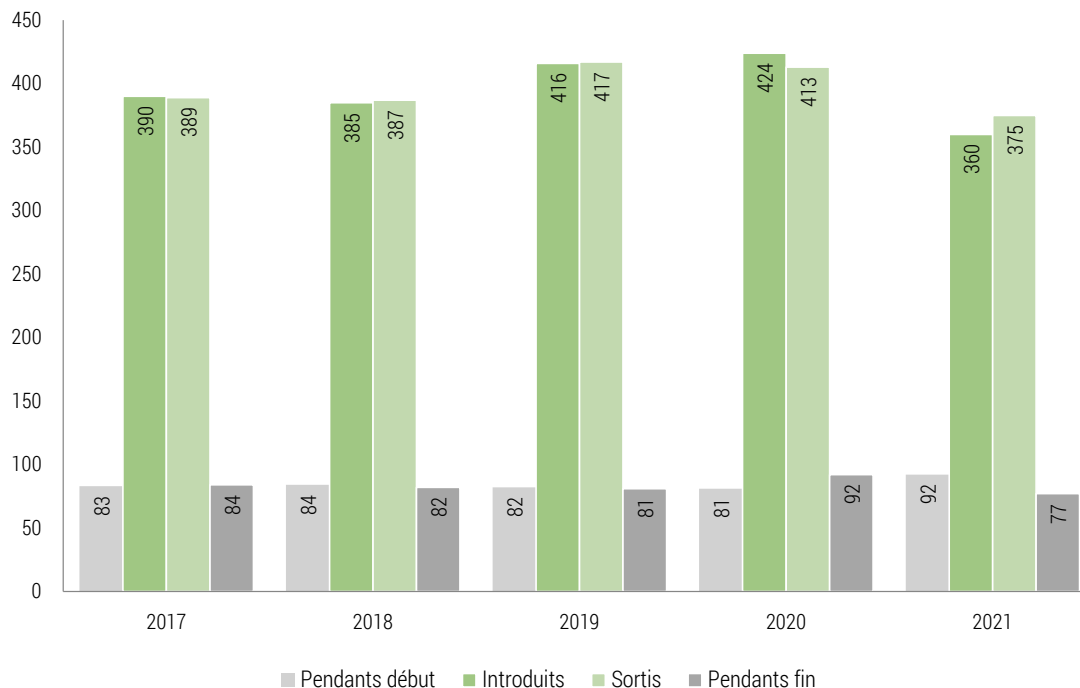
Mesures d'aide maintenues en 2021

3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunal cantonal – Cours civiles de 2^e instance

Cour des poursuites et faillites

- ✓ Dossiers entrés : -15%
- ✓ Dossiers traités : +4% par rapport aux dossier entrés
- ✓ Stock : -16%

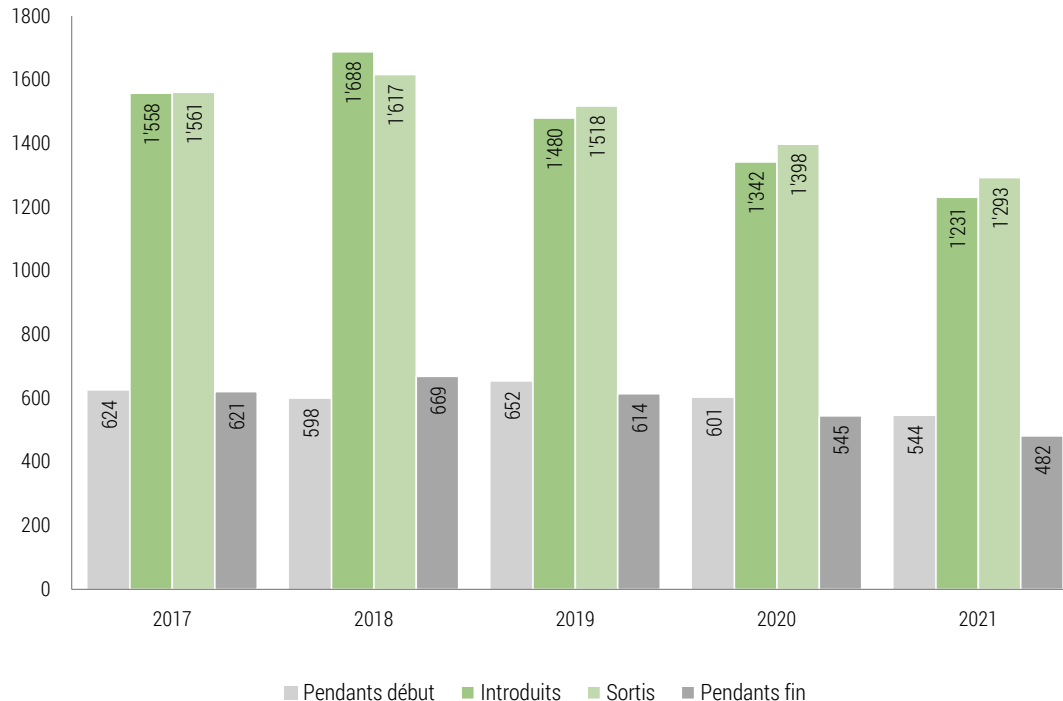


3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunaux de prud'hommes

Tribunaux de prud'hommes

- ✓ Dossiers entrés : -8%
- ✓ Dossiers traités : +5% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : -11%



À savoir

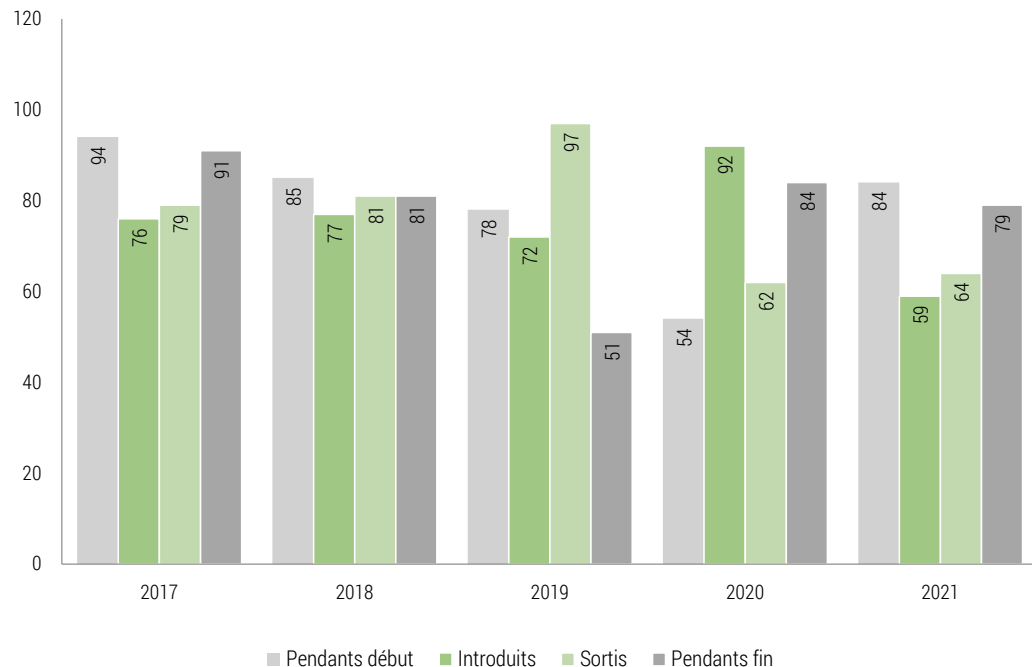
La crainte de voir une croissance des litiges en raison de la pandémie ne se confirme pas, pour l'instant

3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunaux de prud'hommes

Tribunal de prud'hommes de l'Administration cantonale

- ✓ Dossiers entrés : -36%
- ✓ Dossiers traités : +9% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : -6%, dont 8 dossiers DECFO-SYSREM

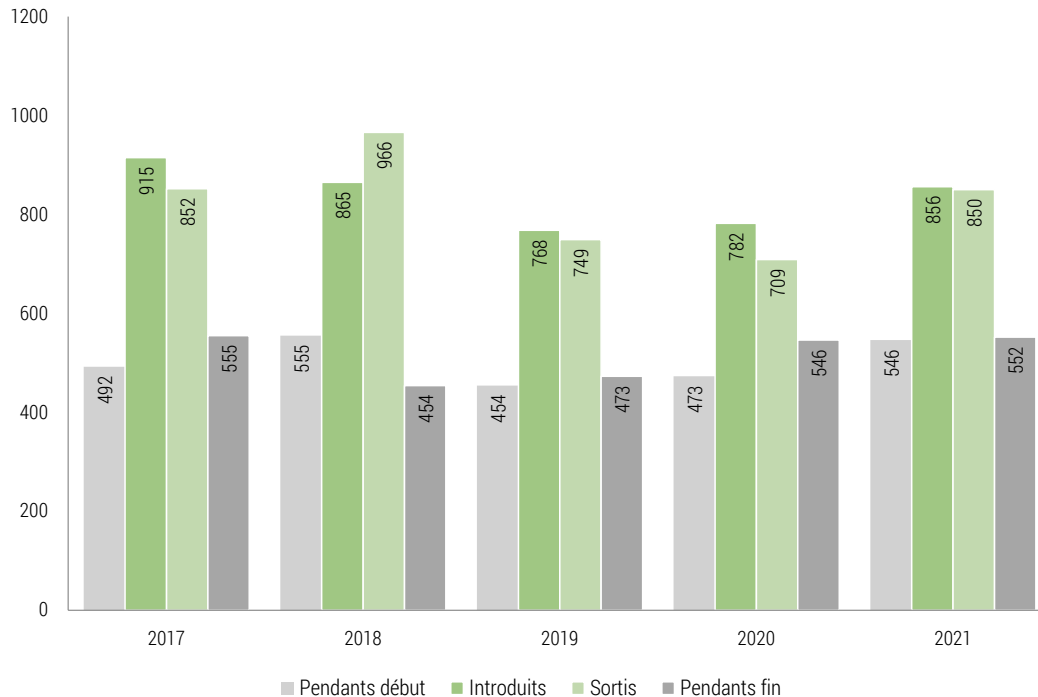


3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunal des baux

Tribunal des baux

- ✓ Dossiers entrés : +10%
- ✓ Dossiers traités : -1% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : +1%



À savoir

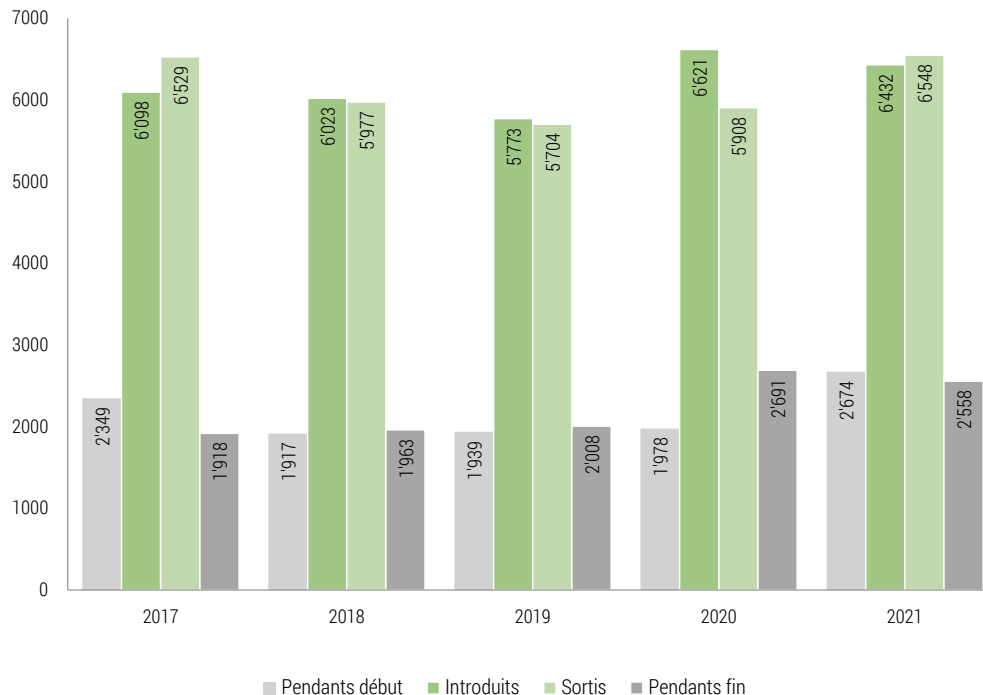
10% des nouvelles causes inhérentes aux locaux commerciaux sont en lien direct ou indirect avec le contexte sanitaire

3. Statistiques – Autorités judiciaires

Justices de paix

Successions

- ✓ Dossiers entrés : -3%
- ✓ Dossiers traités : +2% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : -4%



À savoir

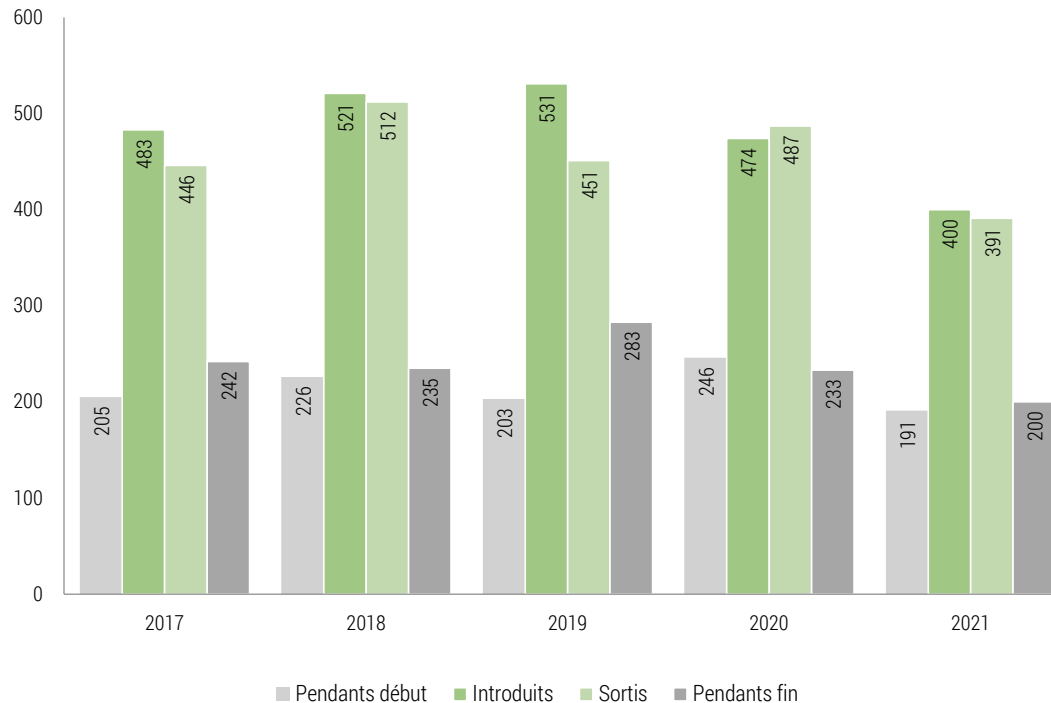
Par rapport à 2019, le nombre de dossiers reste élevé (+11%), en lien avec le nombre de décès dus au COVID-19

3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunaux d'arrondissement

Chambres du non contentieux

- ✓ Dossiers entrés : -16%
- ✓ Dossiers traités : -2% par rapport aux dossiers entrés
- ✓ Stock : +5%

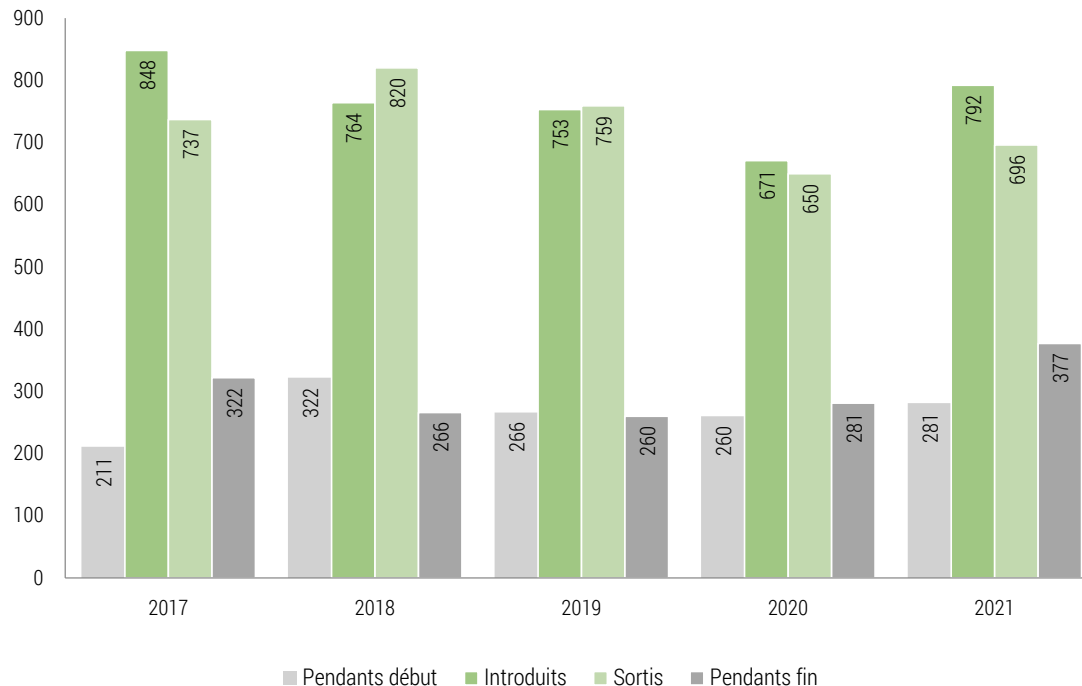


3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunal cantonal – Cours civiles de 2^e instance

Cour d'appel civile

- ✓ Dossiers entrés : +18%
- ✓ Dossiers traités : -12% par rapport aux dossier entrés
- ✓ Stock : +34%

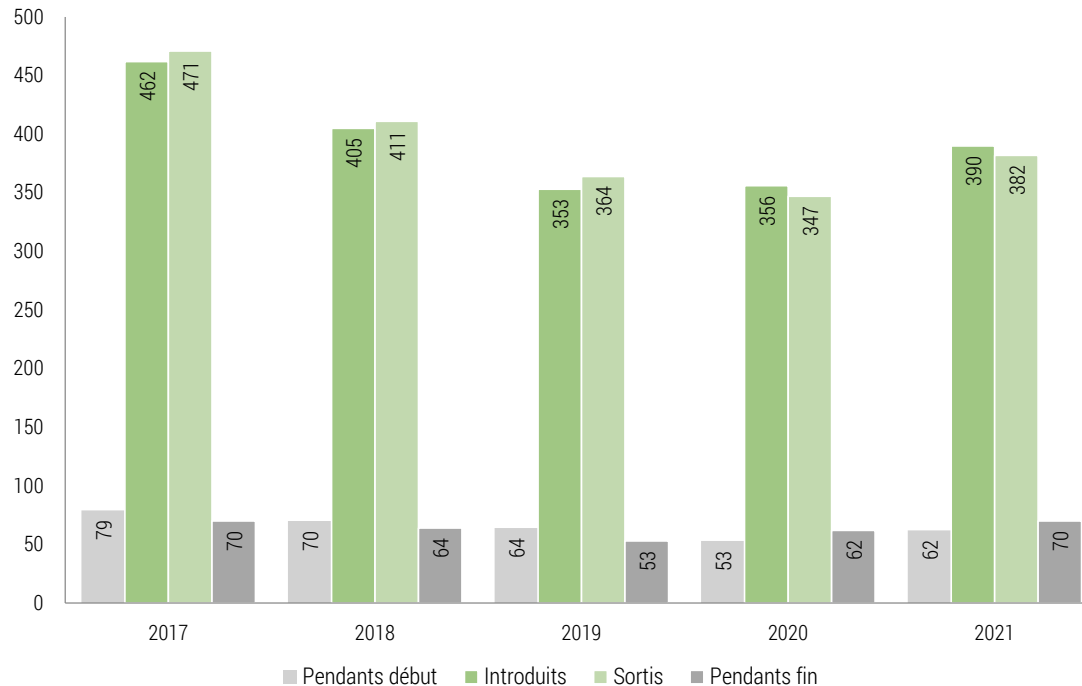


3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunal cantonal – Cours civiles de 2^e instance

Chambre des recours civile

- ✓ Dossiers entrés : +10%
- ✓ Dossiers traités : -2% par rapport aux dossier entrés
- ✓ Stock : +13%



Droit administratif

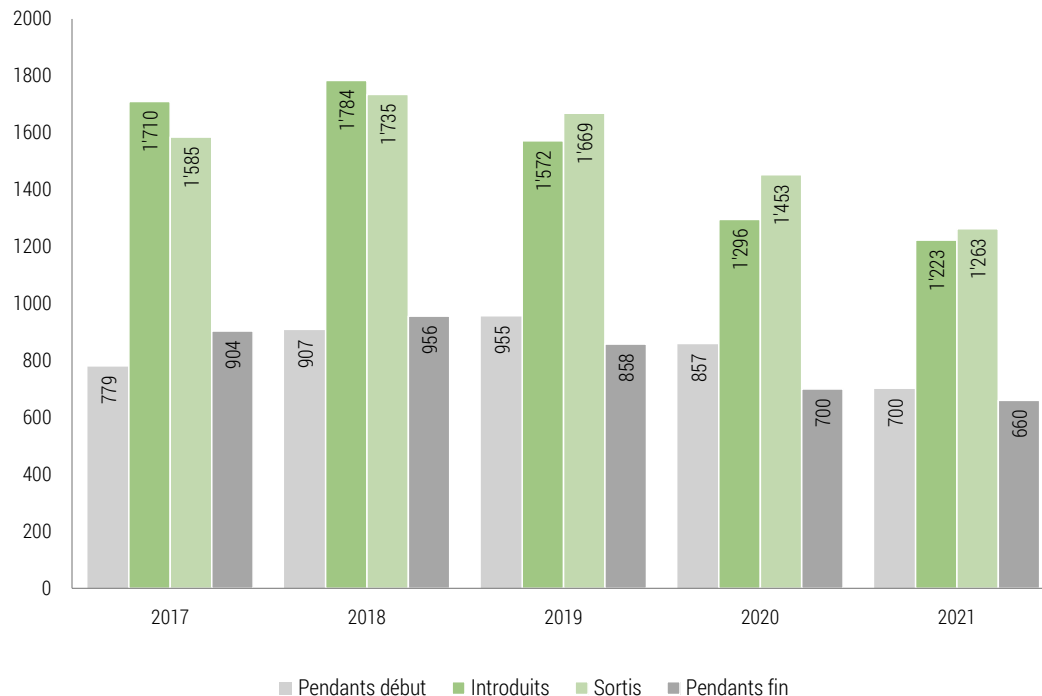
- ❑ Augmentations devant la Cour des assurances sociales (+22%) et la Cour constitutionnelle (+67%)
- ❑ Diminution devant la Cour de droit administratif et public (-6%)

3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunal cantonal – Cours de droit public

Cour de droit administratif et public

- ✓ Dossiers entrés : -6%
- ✓ Dossiers traités : +3% par rapport aux dossier entrés
- ✓ Stock : -6%



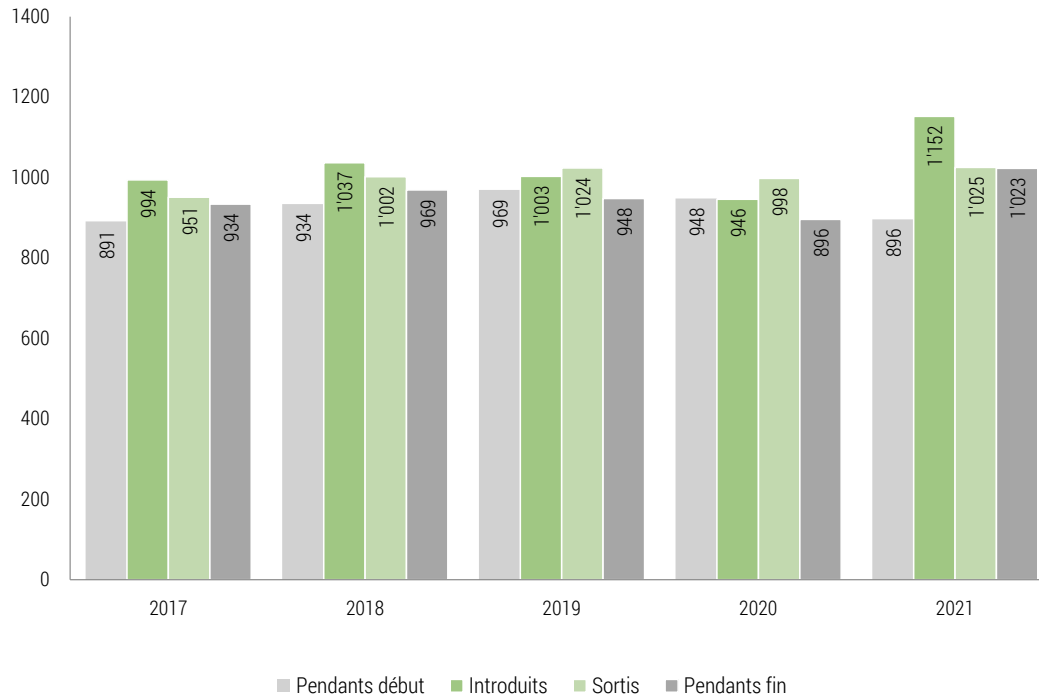
À savoir
L'évolution des dossiers entrés varie selon les cours:
CDAP I (+14%)
CDAP II (-9%)
CDAP III (-15%)

3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunal cantonal – Cours de droit public

Cour des assurances sociales

- ✓ Dossiers entrés : +22%
- ✓ Dossiers traités : -11% par rapport aux dossier entrés
- ✓ Stock : +14%



À savoir

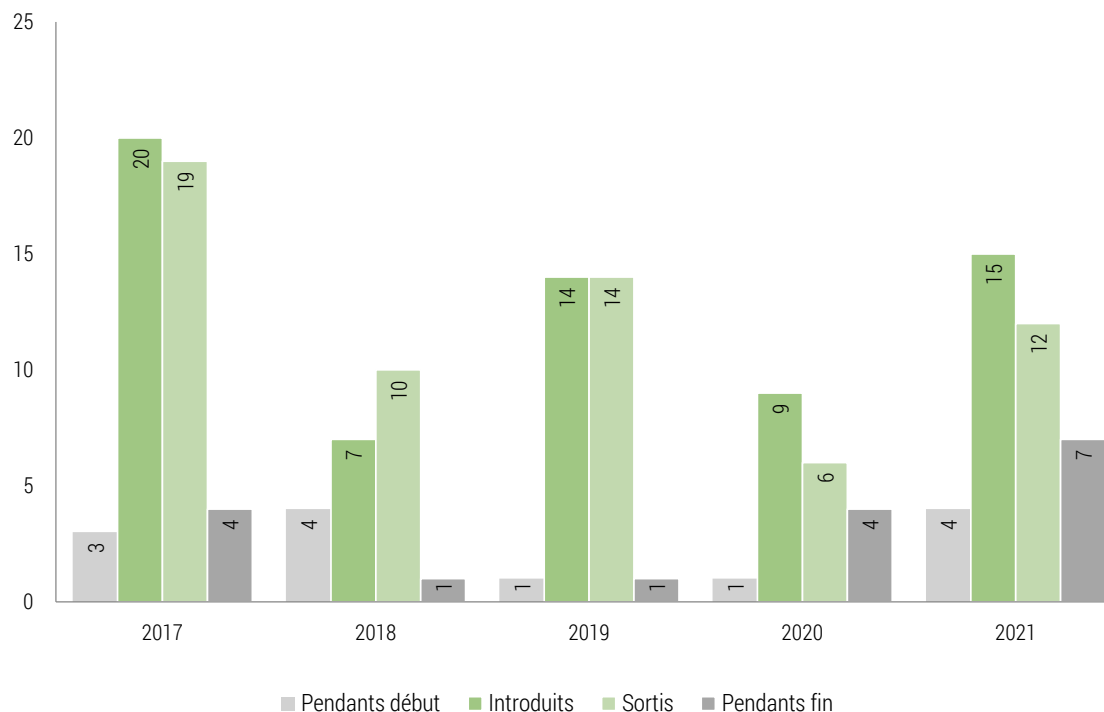
Importante hausse, découlant notamment de la crise sanitaire: litiges en matière de RHT (réduction d'horaire de travail), APG (allocation perte de gain), etc.

3. Statistiques – Autorités judiciaires

Tribunal cantonal – Cours de droit public

Cour constitutionnelle

- ✓ Dossiers entrés : 15 (9 en 2020)
- ✓ Dossiers traités : 12
- ✓ Stock : 7



4

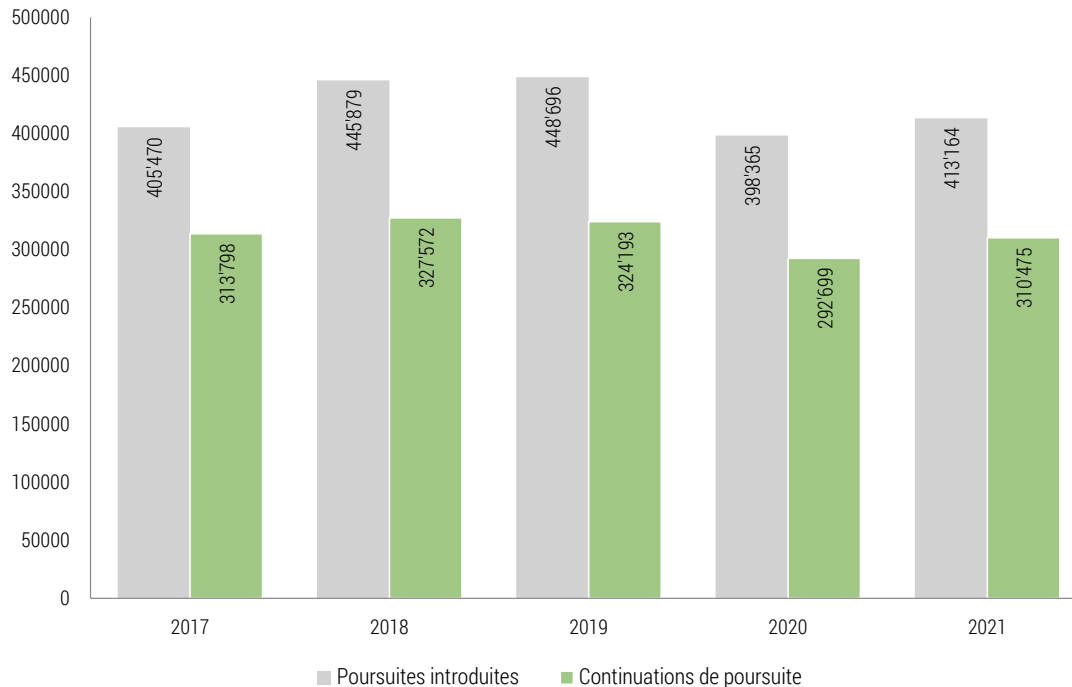
BILAN DE L'ACTIVITÉ DES OFFICES JUDICIAIRES

4. Statistiques – Offices judiciaires

Offices des poursuites

Statistiques

- ✓ Poursuites introduites : +4%
- ✓ Continuations de poursuite : +6%



À savoir

Le nombre de poursuites introduites en 2021 reste inférieur de 8% aux chiffres de 2019

En 2021, 75% des poursuites introduites ont donné lieu à une requête de continuation

4. Statistiques – Offices judiciaires

Offices des poursuites

Résultat des réquisitions de continuer la poursuite traitées en 2021
 (hors affaires rejetées et en cours de traitement)

Comminations de faillite	7'033
Saisies de biens et d'immeubles	11'325
Saisies de salaire	110'684
Actes de défaut de biens	117'709
Non-lieu (inexécution)	6'772
Paiements et annulations	54'341
Total	307'864

4. Statistiques – Offices judiciaires

Offices des poursuites

Durée de traitement des dossiers en 2021 (en nombre de dossiers et en pourcentages)

	Jour même	1 jour	3 jours	1 semaine	> 1 semaine
Réquisitions de poursuite	333'142	16'558	25'181	2'379	2'241
	87.8%	4.4%	6.6%	0.6%	0.6%
Réquisitions de continuer	269'820	7'746	26'406	2'218	4'120
	87.0%	2.5%	8.5%	0.7%	1.3%
Réquisitions de vente	4'113	381	390	176	157
	78.8%	7.3%	7.5%	3.4%	3.0%

4. Statistiques – Offices judiciaires

Offices des poursuites

Et aussi...

Créances

- ✓ Plus de 339 millions de francs reversés aux créanciers

Demandes d'extraits du registre des poursuites

- ✓ 233'400 demandes pour soi-même, dont plus de 111'200 transmises en ligne (+53%)

Cyberadministration

- ✓ 265'000 réquisitions de poursuite (69%) transmises aux offices par le réseau e-LP (système d'échange électronique des données)

Projet en cours

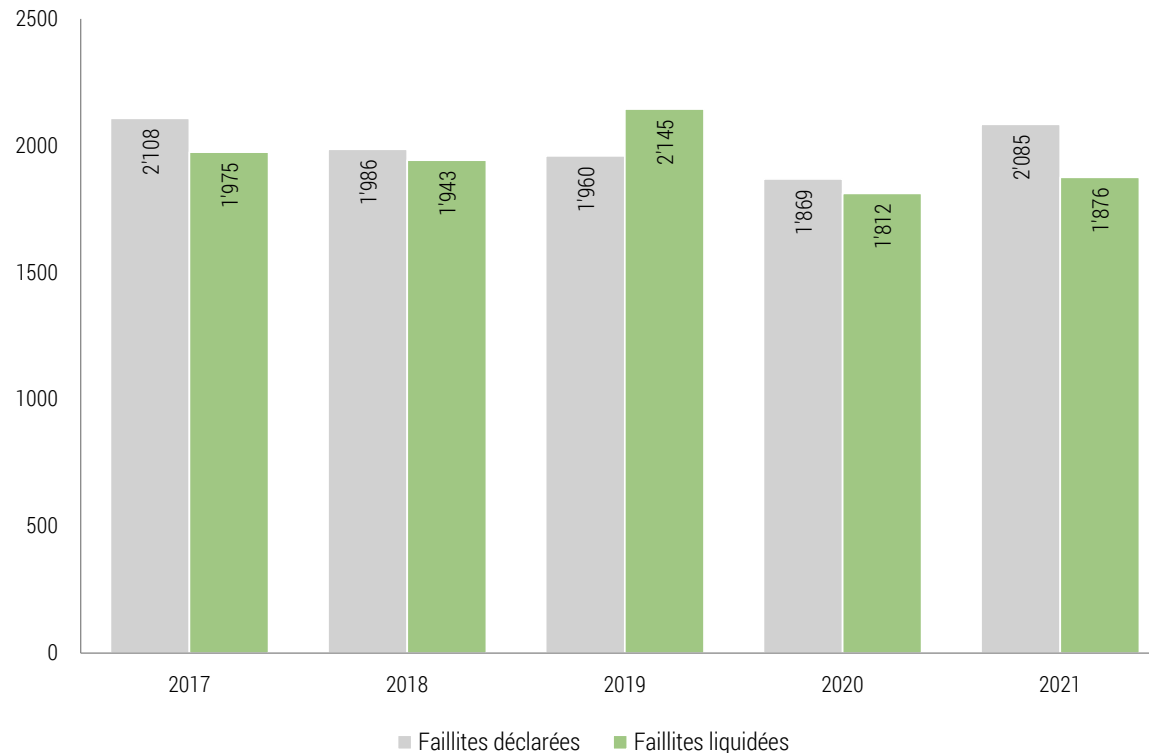
- ✓ Dématérialisation des documents de poursuites
- ✓ Authentification des extraits de registres

4. Statistiques – Offices judiciaires

Offices des faillites

Statistiques

- ✓ Faillites déclarées : +12%
- ✓ Faillites liquidées : +4%



4. Statistiques – Offices judiciaires

Offices des faillites

Faillites déclarées en 2021

	Sociétés et personnes physiques inscrites au RC	Personnes physiques non inscrites au RC	Total
Est vaudois	214	309	523
Lausanne	277	499	776
La Côte	175	167	342
Broye et Nord vaudois	190	254	444
Total	856	1'229	2'085

Et aussi...

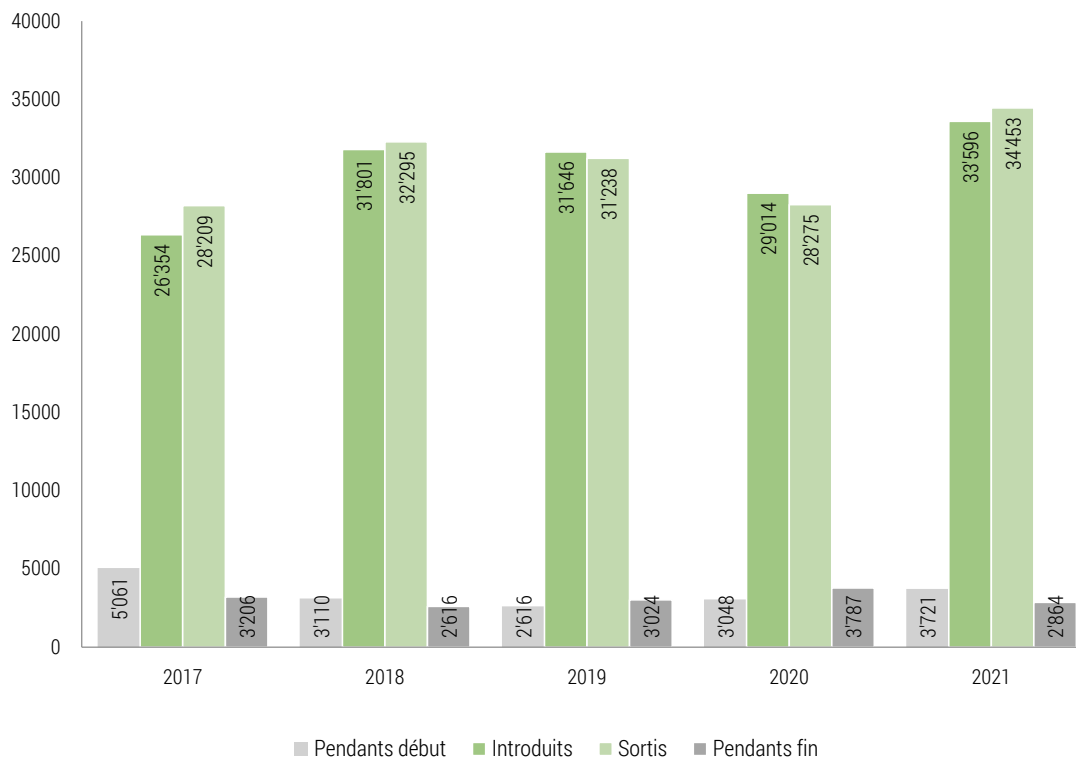
- ❑ **Demandes d'extrait du registre des faillites pour soi-même**
- ✓ Augmentation des demandes en ligne, conséquence de la fermeture des guichets durant les huit premiers mois de l'année, due à la situation sanitaire (4'700 demandes, contre 3'900 en 2020)

4. Statistiques – Offices judiciaires

Office cantonal du registre du commerce

Statistiques

- ✓ Affaires introduites : +16%
- ✓ Inscriptions : +20%



Pendants début	Introduits	Sortis		Pendants fin
		Total	Inscriptions	Autres fins de dossiers
3'721	33'596	34'453	25'951	8'502
				2'864

4. Statistiques – Offices judiciaires

Office cantonal du registre du commerce

Et aussi...

❑ **ISO 9001:2015**

- ✓ Maintien de la certification, obtenue le 11 octobre 2020
- ✓ Certification internationale récompensant la mise en œuvre d'un système de management de la qualité pour l'ensemble des activités de l'Office

❑ **Évolution des systèmes d'information en cours**

- ✓ Nouveau moteur de recherche des entreprises
- ✓ Développement de nouveaux formulaires en ligne
- ✓ Étude sur la dématérialisation des dossiers

5

POINT DE SITUATION SUR QUELQUES PROJETS

Renforcement de la protection de l'enfant (RPE)

Important projet de l'Ordre judiciaire, ayant pour objectif de renforcer la protection de l'enfant dans le cadre des procédures menées par les autorités judiciaires

Trois axes principaux

- ✓ Organisation et interdisciplinarité des autorités de protection
- ✓ Renforcement de la participation de l'enfant à la procédure
- ✓ Formation continue des magistrat·e·s

Avancement du projet en 2021

- ✓ Ressources nécessaires au projet en partie accordées par le Grand Conseil dans le cadre du budget 2022
- ✓ Autres ressources accordées par le Conseil d'État, mais devant encore être confirmées dans le cadre des procédures budgétaires 2023 et 2024

Renforcement de la protection de l'enfant (RPE)

❑ Mises en œuvre à venir

- ✓ Déploiement dans chaque justice de paix d'une chambre spécialisée en protection de l'enfant
- ✓ Recrutement d'assesseurs spécialisés en protection de l'enfant
- ✓ Audition systématique de l'enfant en mesure de l'être par le·la juge et communication des décisions à l'enfant
- ✓ Justices de paix: intégration des effectifs supplémentaires et aménagement des locaux
- ✓ Développement d'une formation continue de base « sur mesure » en matière de protection de l'enfant
- ✓ Renforcement de la collaboration avec les partenaires du réseau et mise à jour des processus métier

Consensus parental

Projet de l'Ordre judiciaire et de la Direction générale de l'enfance et de la jeunesse (DGEJ), ayant pour objectif d'améliorer la protection des enfants en cas de séparation conflictuelle de leurs parents

Objectif

- ✓ Amener les parents qui se séparent à trouver des solutions à l'amiable, répondant aux besoins des enfants, par le biais de la mise en place d'une coopération pluridisciplinaire entre tou·te·s les professionnel·le·s intervenant autour des familles, sous l'impulsion d'un·e juge

Mise en œuvre

- ✓ Projet pilote prévu dès fin 2022 dans l'Est vaudois (Tribunal d'arrondissement de l'Est vaudois, Justices de paix des districts de la Riviera-Pays-d'Enhaut, de Lavaux-Oron et d'Aigle, Office régional de protection des mineurs de l'Est, Unité d'Évaluation et Missions spécifiques de la DGEJ)
- ✓ Evaluation (après deux ans) et extension à l'ensemble du canton, si les résultats sont favorables

Instance intermédiaire en matière de police des étrangers

Projet d'instauration d'une instance intermédiaire de réclamation (d'opposition) en matière de police des étrangers

❑ **1^{er} janvier 2021**

- ✓ Entrée en vigueur de la nouvelle instance, interne au Service de la population (Département de l'économie, de l'innovation et du sport)

❑ **Après une année**

- ✓ Impact déjà visible sur l'activité de la Cour de droit administratif et public, avec une diminution du nombre de recours en matière de police des étrangers
 - ✓ Dossiers introduits en 2020 : 267
 - ✓ Dossiers introduits en 2021 : 185 (-31%)

Lutte contre la violence domestique

- ❑ **Nombreuses démarches en cours, visant à l'application et au respect de**
 - ✓ la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul)
 - ✓ des nouvelles dispositions du droit fédéral sur l'amélioration de la protection des victimes de violence
 - ✓ de la loi vaudoise sur l'organisation de la lutte contre la violence domestique (LOVD)

- ❑ **Commission permanente « Violences domestiques » interne à l'Ordre judiciaire**
 - ✓ Poursuite des travaux, en particulier finalisation des démarches en vue de l'introduction de la surveillance électronique en matière civile, en collaboration avec le Service pénitentiaire et le Bureau de l'égalité entre les femmes et les hommes
 - ✓ Première session du programme de formation spécifique des magistrat·e·s (mai 2021)

- ❑ **Introduction de la surveillance électronique en matière civile**
 - ✓ 1^{er} janvier 2022 : entrée en vigueur de l'art 28c du Code civil
 - ✓ Adoption des modifications du Code de droit privé judiciaire (CDPJ) par le Grand Conseil et adoption du règlement d'application par le Conseil d'État
 - ✓ Adoption par le Tribunal cantonal d'un tarif des frais en matière de surveillance électronique en matière civile et préparation de processus de travail et de modèles à l'intention des président·e·s de tribunaux d'arrondissement

5. Projets

Violence domestique

❑ Quelques chiffres

- ✓ 447 expulsions d'auteurs de violence, menaces ou harcèlement (92% d'hommes, 8% de femmes)
- ✓ Expulsion confirmée à 428 reprises et annulée dans 19 cas par les tribunaux
- ✓ En 2020, la police avait procédé à 432 expulsions, dont 405 avaient été confirmées par les tribunaux

À savoir

Actuellement, pas d'augmentation du nombre de dossiers dans les chambres familiales des tribunaux d'arrondissement. Situation suivie de près.

Réunion du Tribunal cantonal sur un site unique

❑ Avancement du projet d'extension et de rénovation du Palais de justice de l'Hermitage

- ✓ Démarrage des travaux en février 2022

❑ Pérennité des activités

- ✓ Délocalisation des audiences du Tribunal cantonal dès février 2022 (Valentin 10 à Lausanne, Salle d'audience cantonale à Renens)
- ✓ Réorganisation du Tribunal cantonal et du Secrétariat général de l'ordre judiciaire (déménagements internes et Valentin 10)

❑ Nouveau Palais de justice de l'Hermitage

- ✓ Fin des travaux prévue en 2025



Image de synthèse Blätter Dafflon Architectes

Tribunaux et justices de paix

Deux projets nationaux en cours, avec pour objectifs l'introduction généralisée des dossiers électroniques dans le cadre des affaires judiciaires et l'échange automatique des données entre les autorités de la chaîne pénale

- ❑ **Programme Harmonisation de l'informatique dans la justice pénale (HIJP)**
 - ✓ Initié par la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP)
 - ✓ Participation de toutes les entités concernées du Canton de Vaud : Police cantonale, Ministère public, Ordre judiciaire, Service pénitentiaire
 - ✓ Coordination des projets et initiatives de digitalisation dans le domaine de la justice pénale en Suisse
 - ✓ 2021 : poursuite des ateliers ayant pour but d'identifier, de décrire et de prioriser les échanges entre chaque acteur concerné

5. Projets

Numérisation de la justice vaudoise

❑ **Projet Justitia 4.0**

- ✓ Projet national commun des tribunaux et des autorités de poursuites pénales, piloté par le Tribunal fédéral et la direction du programme HIJP
- ✓ Deux objectifs
 - Portail numérique unique d'accès à la justice suisse (Justitia.Swiss), pour permettre la communication et la consultation électroniques systématiques dans le domaine judiciaire
 - Gestion de dossiers judiciaires sous forme numérique à tous les niveaux des procédures de droit civil, pénal et administratif, du début de la procédure à l'archivage des actes
- ✓ Procédure de consultation de l'avant-projet de loi fédérale sur la plateforme de communication électronique achevée le 26 février 2021
- ✓ Appel d'offre pour la réalisation de la plateforme Justitia.Swiss lancé en juillet 2021. Adjudication au 1^{er} semestre 2022
- ✓ Étude de faisabilité concernant l'application du dossier du juge (ADJ)
- ✓ 2^e Journée nationale organisée le 3 novembre 2021

Offices des poursuites et des faillites

- Dématérialisation des dossiers de poursuite** (en cours)
 - ✓ Étape 2 mise en place à l'Office des poursuites du district de la Riviera-Pays-d'Enhaut (office pilote)
 - ✓ Extension aux autres offices en 2022
- Dématérialisation des dossiers de faillite** (à initier)
 - ✓ **Objectifs:** conservation probatoire, archivage historique et signature électronique

Office cantonal du registre du commerce

- Dématérialisation des dossiers** (à initier)
 - ✓ **Objectifs:** conservation probatoire, archivage historique et signature électronique (établissement d'actes authentiques électroniques et légalisation électronique)

Financement des développements du SI Justice

- ❑ **Étape 1 : financement via EMPD de mars 2014 (CHF 13'008'000.-)**
 - ✓ **Objectif:** moderniser le SI Justice (amélioration de l'environnement de travail des utilisateurs et modernisation du socle informatique)
 - ✓ 3 derniers projets en cours : dématérialisation des dossiers de poursuites, gestion de la jurisprudence, projet eGDx

- ❑ **Étape 2 : financement via un nouvel EMPD (3 crédits, total CHF 12'077'000.-)**
 - ✓ **Objectifs:** poursuivre la modernisation du SI Justice, réaliser des études complémentaires pour la 1^{re} phase de la numérisation de la justice
 - ✓ Adopté par le Conseil d'État en novembre 2021
 - ✓ Rapport de la Commission du Grand Conseil (CTSI) en mars 2022
 - ✓ Mis à l'ordre du jour d'une prochaine séance du Grand Conseil

6

CONCLUSION

7

QUESTIONS